

En vedette : Dates marquantes pour les Franco-Ontariens, droits des jeunes et questions municipales

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)

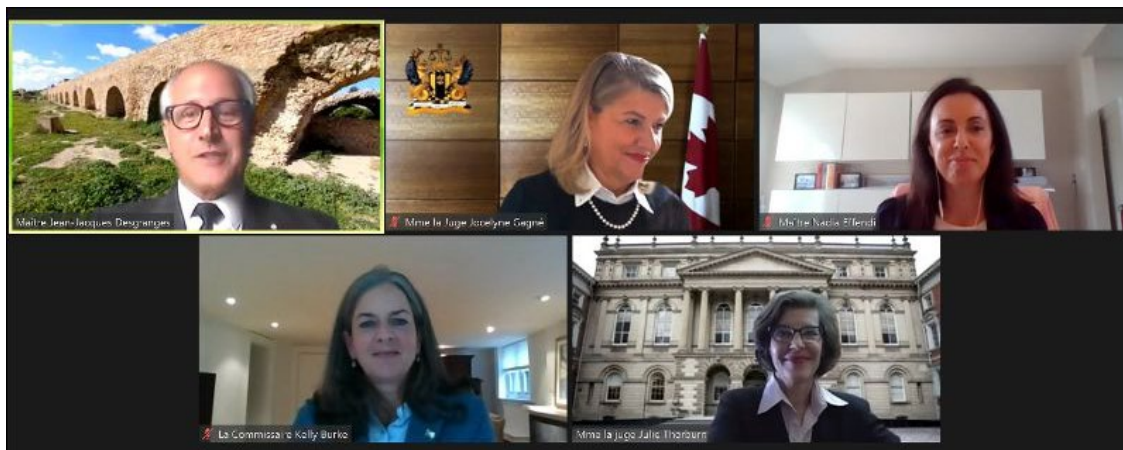
[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)



Dans le bulletin de ce mois-ci :

- [Un 25 septembre mémorable : Jour des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes!](#)
- [L'Ombudsman nomme une nouvelle directrice de l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman](#)
- [Nouvelles ressources pour les jeunes pris en charge](#)
- [Nos derniers rapports sur les municipalités, nos exposés de cas et nos offres d'emploi](#)

[Une grande date de l'histoire franco-ontarienne : Ce qui fait de ce 25 septembre un jour si spécial](#)



Le 25 septembre, Kelly Burke, Commissaire aux services en français et Ombudsman adjointe, a célébré son premier Jour des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes dans ce rôle – jour qui a fait les nouvelles et a marqué l'histoire de bien des façons.

Le 25 septembre a aussi commémoré le 45e anniversaire de la toute première levée du drapeau franco-ontarien, créé et hissé pour la première fois à Sudbury le 25 septembre 1975. C'était aussi le 10e anniversaire de la proclamation officielle du 25 septembre comme le Jour des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes. De plus, c'était la première fois que le drapeau vert et blanc, maintenant bien connu, était hissé lors de cérémonies « virtuelles » en raison de la pandémie du coronavirus – ET la première fois qu'il était [reconnu en droit comme un emblème officiel de l'Ontario](#).

Le gouvernement de l'Ontario a également marqué cette journée en [annonçant qu'il allait commencer à ajouter des accents, des cédilles et des trémas aux noms inscrits sur les permis de conduire et les cartes-photos](#) – préoccupation de longue date pour les Franco-Ontariens, que la [Commissaire Kelly Burke et l'Ombudsman Paul Dubé avaient soulevée auprès du ministère des Transports](#).

Les levées virtuelles du drapeau ont permis à la Commissaire Kelly Burke de participer à des événements dans deux villes à la fois, à Toronto et Sudbury. Elle a aussi pris la parole au [Symposium 2020 Droit et langue française](#) organisé conjointement par Massey College et la faculté de droit de l'Université de Toronto. Plus tôt, cette semaine-là, elle a été l'invitée d'honneur à l'Assemblée générale annuelle du Centre Francophone du Grand Toronto, qui s'est tenue en ligne.

VIDÉO : Regardez le message spécial de la Commissaire Kelly Burke lors du Jour des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes et sa [série de vidéos « La Minute de la Commissaire »](#). (Les sujets abordés sont entre autres les suivants : notre façon de travailler, notre processus de traitement des plaintes, notre engagement envers la francophonie de l'Ontario, et plus encore.)

AUDIO : Écoutez [l'entrevue de la Commissaire Kelly Burke à Radio-Canada le 25 septembre](#), dans laquelle elle aborde des questions fondamentales qu'elle a traitées dans le cadre de son mandat jusqu'à présent.

[Nouvelles de nos enquêtes : L'Ombudsman nomme une nouvelle directrice de l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman](#)

Domonie Pierre, enquêtrice de longue date au Bureau de l'Ombudsman, a pris la direction de notre Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman (EISO) le 14 septembre.

Voici ce qu'a dit l'Ombudsman Paul Dubé : « Avec sa vaste expérience en matière d'enquêtes et ses capacités de direction, Mme Pierre est un ajout bienvenu à l'équipe de haute direction de l'Ombudsman. Elle veillera à ce que l'EISO continue à produire le travail exemplaire qui fait sa réputation dans le monde entier, tant en termes de qualité que d'impact. »

Mme Pierre possède une vaste expérience au sein du Bureau de l'Ombudsman, où elle est entrée en tant qu'agente de règlement préventif en 2006. Par la suite, elle est devenue enquêteuse, travaillant au sein de l'équipe des enquêtes et de l'EISO, sous l'égide de son directeur et fondateur Gareth Jones.

Mme Pierre est avocate et elle a été l'enquêteuse principale de nombreuses enquêtes de l'EISO. Celles-ci ont mené à plusieurs rapports spéciaux sur des problèmes systémiques très divers, allant de l'engagement communautaire dans la restructuration des hôpitaux ([La combine du RLISS](#), 2010), aux forces de police et aux services correctionnels ([Pris au piège de la loi](#), 2010; [La loi du silence](#), 2013), en passant par les transports scolaires ([Sur la route du problème](#), 2017).

Trois enquêtes systémiques majeures sont en cours auprès de l'EISO :

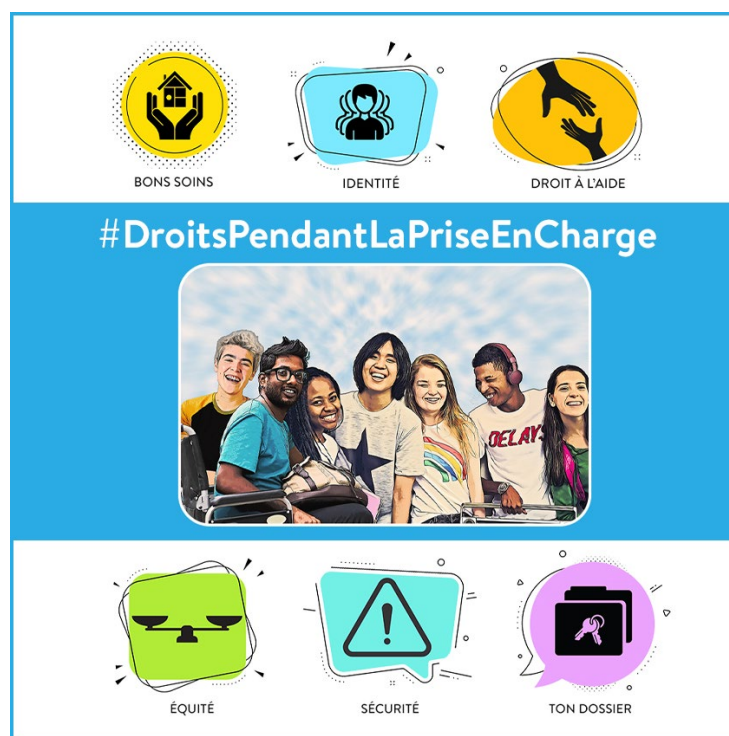
[Surveillance des foyers de soins de longue durée durant la COVID-19](#) (ouverte le mois dernier) : Le recueil des preuves est en cours, et les enquêteurs de l'EISO ont commencé à effectuer des entrevues avec les parties prenantes et les plaignants.

[Retards à la Commission de la location immobilière](#) : Les enquêteurs de l'EISO examinent de nombreuses preuves documentaires et effectuent des entrevues.

[Traitement des plaintes sur les services d'ambulance par la province](#) : Le rapport final de l'Ombudsman est en cours de rédaction.

Quiconque a des renseignements pertinents ou des questions sur ces enquêtes peut communiquer avec nous grâce à notre [formulaire de plainte en ligne](#), ou en nous envoyant un courriel à info@ombudsman.on.ca.

[Les enfants pris en charge ont des droits – faites passer le message](#)



Saviez-vous que chaque enfant et chaque jeune pris en charge a le droit d'avoir une alimentation saine et de qualité, et de consulter un médecin et un dentiste? De participer à des activités culturelles, sportives et artistiques? De se plaindre de son placement sans crainte de représailles?

Ces droits spécifiques – et bien d'autres encore – sont énoncés dans la loi en Ontario, qui exige aussi que tous les jeunes pris en charge soient informés de leurs droits.

Pour aider les jeunes, leur famille et leurs fournisseurs de services à s'informer sur ces droits et sur la manière de les respecter, l'Unité des enfants et des jeunes du Bureau de l'Ombudsman les a regroupés en six grandes catégories.

Les droits des jeunes pris en charge comprennent les suivants : **Bons soins, Sécurité, Identité et Équité**, ainsi qu'**Aide** et accès à son **Dossier**. Les fournisseurs de services doivent aussi veiller à ce que ces droits soient reconnus – et l'une de leurs obligations est d'informer les jeunes de leurs droits de porter plainte auprès de l'Ombudsman.

Au cours des prochaines semaines, nous communiquerons des renseignements au sujet de ces six catégories de droits sur notre site Web et dans nos médias sociaux (Instagram, Facebook et Twitter). Nous invitons quiconque s'intéresse aux droits des jeunes et à la protection de l'enfance à suivre et à partager ces messages au mot-clic #ConnaisTesDroitsPendantLaPriseEnCharge, pour faire connaître et respecter ces droits.

Vous pouvez aussi vous renseigner rapidement sur ces droits et les partager grâce à notre nouvelle [affiche imprimable de deux pages](#), #ConnaisTesDroitsPendantLaPriseEnCharge.

Portez de l'orange en leur honneur



Aujourd'hui, le 30 septembre, c'est la Journée du chandail orange. Ce jour s'inspire de l'histoire de Phyllis Jack Webstad, une aînée de la Première nation Stswecem'c Xgat'tem, à Williams Lake, C. B. Le tout premier jour de son entrée à l'école dans un pensionnat autochtone, on lui a confisqué son chandail orange. Lisez son histoire [ici](#) (article disponible uniquement en anglais).

Porter un chandail orange ce jour-là, c'est rendre hommage aux survivants des pensionnats autochtones et de leur famille. Alors que nous poursuivons notre engagement dans le processus de réconciliation, nous soutenons toutes les personnes ainsi touchées, sur la voie de la guérison.

[Questions municipales : Notre ordre du jour](#)



Récemment, nous avons traité des plaintes alléguant que des municipalités avaient tenu illégalement des réunions à huis clos – mais nous avons constaté que la plupart de ces réunions étaient autorisées en vertu de la *Loi sur les municipalités*.

Lien manquant à Nipissing Ouest

La COVID-19 ayant imposé une limite aux rassemblements publics, la Municipalité de Nipissing Ouest a tenu ses premières réunions à huis clos virtuelles depuis le début de la pandémie, le 20 avril et le 26 mai 2020. L'Ombudsman a examiné une plainte alléguant que la Municipalité n'avait pas fait d'enregistrements audio/vidéo de ces réunions, mais il a conclu que c'était par inadvertance : la Municipalité nous a fait savoir que toutes ses réunions ont été enregistrées après le 26 mai.

Entre-temps, à Saugeen Shores...

L'Ombudsman a conclu que trois réunions à huis clos tenues par la Ville de Saugeen Shores, en juillet et novembre 2019, pour discuter d'un projet d'aménagement du secteur riverain étaient permises en vertu de la *Loi sur les municipalités*. Il a aussi conclu qu'un rassemblement de conseillers durant une pause lors d'une réunion publique en février 2020 n'était pas illégal, car il n'avait pas fait avancer de manière importante les travaux du conseil.

Vote douteux au Canton de Loyalist

Lors d'une réunion à huis clos en juillet 2019, le conseil du Canton de Loyalist a voté erronément pour conclure un accord au sujet d'un projet d'éolienne. C'est ce qu'a conclu l'Ombudsman. Il a aussi constaté qu'il y avait eu une certaine confusion parmi les conseillers sur la nature de leur vote, et il leur a préconisé d'être plus vigilants à l'avenir.

Pour plus de rapports sur les réunions municipales, visitez notre [site web](#).

Forum des greffiers municipaux de l'AMCTO

Le 25 septembre, notre avocate générale Laura Pettigrew a participé à un forum virtuel organisé par l'Association of Municipal Managers, Clerks and Treasurers of Ontario. Durant cette séance, Mme Pettigrew a partagé les conclusions et les recommandations de notre rapport d'enquête intitulé [Un coup monté de l'intérieur](#), qui a examiné les méthodes d'embauche de la Municipalité régionale de Niagara.

Comment nous pouvons aider : Cas sélectionnés



Éducation : Subvention confirmée

Comment réagiriez-vous si vous appreniez que vous n'avez pas droit à une subvention d'études de 7 880 \$ en raison d'une erreur du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO)? [Découvrez comment nous avons aidé une étudiante à obtenir sa bourse.](#)

Être ou ne pas être ... en français

Une francophone s'est rendue dans un point de service de ServiceOntario à Thunder Bay pour mettre à jour son adresse sur son permis de conduire. Elle avait vérifié sur le site web que des services en français y étaient offerts. Quand elle est arrivée sur place, elle s'est rendu compte que ce n'était pas le cas et elle s'en est plainte auprès de nous. [Lisez ce que ServiceOntario a fait après que nous les ayons contactés.](#)

Un vote pour l'équité

Tous les Canadiens de plus de 18 ans ont le droit de voter aux élections, y compris celles et ceux qui sont pacés sous garde. Mais un établissement pour les jeunes n'avait pas mis en place le processus requis, jusqu'à ce qu'un jeune se plaigne auprès de nous durant les dernières élections fédérales. [Découvrez comment cette affaire a provoqué un changement à l'échelle de la province.](#)

Querelle de famille

Un jeune de 16 ans qui vivait dans un foyer de groupe s'est plaint que le personnel ne le laissait pas parler aux membres de sa famille, car sa mère (tutrice légale) le lui avait interdit. Nous avons examiné la loi et nous avons réglé le problème – [découvrez comment.](#)

Joignez-vous à notre équipe : Offres d'emploi



Nous continuons à recruter du nouveau personnel. Voyez tous nos postes vacants à la partie Carrières de notre site Web.

- [Avocat-conseil](#)
- [Gestionnaire, Enquêtes et Règlement préventif \(Bilingue\) - Unité des services en français](#)
- [Analyste des politiques et des enjeux \(bilingue\) - Unité des services en français](#)
- [Agent de règlement préventif - Unité des enfants et des jeunes](#)

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1er avril 2016.

Copyright © 2020 Ombudsman Ontario, Tous droits réservés.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?